

Discours d'Alain Fuchs

A l'Assemblée générale 2015 de l'Alliance ATHENA

L'alliance nationale des sciences humaines et sociales, ATHENA, a fait la preuve, après ses quatre années d'existence, qu'elle pouvait faciliter la mise en cohérence des stratégies des organismes, des universités et grandes écoles. Dans sa grande sagesse, ATHENA a choisi, non pas de piloter » ou d'imposer des orientations dans les disciplines et les thématiques, mais plus modestement et plus efficacement, de s'investir dans un dialogue avec l'ANR, d'encourager des réflexions prospectives sur des domaines fondamentaux comme l'énergie, l'environnement ou la santé, de consolider les connaissances sur ce vaste domaine des SHS, et enfin de faire avancer la réflexion sur les infrastructures numériques et les infrastructures de proximité comme le sont les MSH. Elle a ainsi préféré une position réflexive et de « facilitatrice » à une position de surplomb, en prenant part (et peut-être en suscitant) une évolution des sciences humaines et sociales, qui en les intégrant DANS les sciences leur a fait peut-être perdre cette position de surplomb dont on sait aujourd'hui qu'elle est à la fois prétentieuse, inféconde et illusoire, mais leur a fait gagner énormément en pertinence, en empiricité, en décloisonnement. Je rends hommage à Jean-Emile Gombert qui a su doter l'alliance d'une organisation solide et ouverte donnant envie à des chercheurs de renom et également à de plus jeunes chercheurs de participer à toutes ses réflexions.

Dans le cadre de mon second mandat à la présidence de l'alliance, après un premier mandat qui a permis de donner les grandes orientations et la légitimité à une alliance dont l'existence n'allait pas de soi (je rappelle que c'est la seule qui couvre un champ disciplinaire dont la scientificité était jusqu'ici régulièrement mise en cause par des esprits déplaisants), et la gouverne de Jean-Emile Gombert, qui l'a installée dans le paysage, l'a structurée entre autres par la consolidation du réseau des MSH, et l'a ouverte vers son extérieur en s'engageant sans hésiter et non sans courage dans la réflexion interdisciplinaire de la SNR... l'enjeu de ce second mandat est de confirmer l'engagement mutuel du CNRS et d'ATHENA et d'avancer ensemble dans les priorités que nous avons choisies, dans les SHS du XXIe siècle que nous inventons tous en commun.

L'international

J'aimerais tout d'abord qu'ATHENA se donne pour priorité d'accompagner et de structurer l'effort pour renforcer la présence et la visibilité de la recherche en SHS à l'international. C'est un des principaux buts de la politique de site que mène le CNRS en lien avec les universités et il convient de disposer de réflexions approfondies sur les atouts et priorités de chaque site, et d'outils d'analyse des dispositifs créés, de plus en plus variés, pour soutenir les collaborations internationales. Les retours sur la participation des SHS françaises aux appels d'offre européens ne sont pas bons et il nous faut réfléchir à toutes les solutions pour faire évoluer cette situation. Dans le cadre de deux groupes de travail dédiés à l'Europe et aux relations internationales par site, nous allons :

- 1) Encourager les candidats à des projets européens en travaillant ensemble à la focalisation les échanges internationaux et outils des sites (invitations d'enseignants chercheurs et de chercheurs, missions...) à la construction de projets.
- 2) Mettre les outils CNRS, SMI, UMIFRE, UMI à la disposition des sites pour une action commune : partage du SMI (cofinancement, co-évaluation, soutien aux EC par un réaménagement de leur horaire l'année du déplacement), échanges privilégiés par le site avec certaines UMIFRE.
- 3) Utiliser toutes les ressources des sites pour le montage de projet : départements de langues, nouveaux métiers LEA.

L'interdisciplinarité

Cela passe sans aucun doute par un soutien renforcé à l'interdisciplinarité, qui est la seconde priorité par laquelle nous entendons nous engager dans ATHENA. Partout dans nos universités, y compris les plus prestigieuses, le cloisonnement disciplinaire reste trop présent, quand il n'est pas remplacé brutalement par un syncrétisme irréfléchi. Les sciences humaines et sociales ne voient parfois d'autre alternative qu'un protectionnisme hautain ou une dissolution « au service » des autres sciences. Pour inverser cette tendance, il faut, nous le savons au CNRS où les résistances sont fortes aussi à l'intégration des SHS, des efforts considérables. La diversité interne des SHS est certes un enjeu important, avec l'émergence de paradigmes unificateurs (modélisation, quantification, traitement des big data), autant que le décroisement nécessaire des disciplines et des SHS. Mais il faut souligner surtout l'importance des interactions avec les autres domaines scientifiques, qui sont une plus value du CNRS que nous partageons désormais largement, à travers les actions de site du CNRS et de sa Mission pour l'interdisciplinarité, avec les universités. Pour cela, il faut nous appliquer ensemble à continuer à décomplexer les SHS. Un positionnement déjà interdisciplinaire, et l'habitude des écarts conceptuels (entre disciplines très différentes, car quelle distance entre histoire, arts, littérature, droit...) permet aux SHS d'anticiper des questions émergentes et d'avoir un rôle moteur dans les projets interdisciplinaires, qui leur a été enfin reconnu.

Pendant longtemps il a été admis comme évident en SHS que la bonne méthode d'affichage de l'interdisciplinarité passait par le refus d'une position – immédiatement qualifiée, non sans mépris social, d' « ancillaire » – des SHS au service des autres sciences. Il s'agissait là clairement un discours de « dominé ». Comme le montre l'ouvrage de Jacques Commaille et F. T., les sciences humaines et sociales ont trouvé leur place dans la science, sans rien céder de leur dimension sociale mais en reconnaissant l'inscription des SHS et de leurs objets dans le même monde que les autres sciences, et en profitant réciproquement de la reconnaissance de la dimension sociale (ce à quoi correspond le vocable de « sociétal ») des recherches scientifiques. Les dernières années, et les évolutions de l'ANR comme de la SNR, auxquelles ATHENA a travaillé sans relâche, ont ainsi vu consolider la place des SHS au cœur des défis sociétaux. Ces défis traduisent des urgences sociales, des questions auxquelles la recherche doit apporter aujourd'hui sinon des réponses : changement climatique, gestion des ressources naturelles, transition énergétique, protection des humains, déferlante des *big data*... Pour le CNRS les enjeux sociétaux de la science – ce qui justifie leur mise en avant dans tous les programmes transversaux – ne sont pas un obstacle à son développement, mais bien au contraire une ressource. Dans toutes les actions initiées aujourd'hui dans les défis, les problématiques SHS ne devraient plus seulement intervenir en conclusion du processus de la connaissance, au moment où l'on s'interroge sur ses conséquences ou ses impacts, mais à la source et dans la conceptualisation même des défis sociétaux à relever. Elles permettent de proposer des solutions plus soutenables – à condition de récuser le rôle, qu'on pourrait leur assigner, d'éduquer le public rétif ou mal informé afin de favoriser l'acceptabilité sociale des nouvelles technologies.

Cantonner les SHS à ce rôle d'accompagnement est désinvolte et méprisant bien entendu, mais surtout ignorant ; cela revient à négliger un formidable réservoir de connaissances acquises et en devenir qui, imbriqué dans la science tout entière, dessine une pratique de la recherche scientifique moderne et réaliste. Ce sont toutes les SHS, et pas seulement par exemple l'économie, qui sont engagées dans ce processus : la géographie, la sociologie mais aussi la littérature, le droit sont impliqués aujourd'hui, par exemple, dans les recherches sur le climat et l'environnement – jusqu'aux pratiques artistiques contemporaines, qui participent aussi à la réflexion collective sur le changement climatique. Réciproquement, aucun domaine de la recherche contemporaine n'est hors sol, hors social. Les SHS permettent de rendre compte des formes concrètes de ces mutations du rapport entre le social et la nature qui dessinent une nouvelle cartographie cognitive où le social est *intriqué* (*embedded*) dans la science toute entière. C'est de cette situation que traite, par exemple, le rapport sur « L'Énergie des SHS » qui a été produit par une collaboration unique entre l'alliance ATHENA et ANCRE, qui a eu pour principe de maintenir son ancrage dans ATHENA pour traiter son sujet.

Politique de site

Si l'intervention sur la programmation constitue bien une mission de base de l'alliance, et on ne peut que se réjouir du dialogue renoué avec le secteur SHS de l'ANR, en attendant la prise en compte des SHS dans d'autres secteurs comme la sécurité ou l'énergie, l'émergence de véritables politiques scientifiques de sites constitue un phénomène majeur de politique scientifique. S'il est du ressort des organismes et de l'ensemble des établissements d'un site de construire la politique de recherche propre qui s'appuie sur les forces présentes au niveau local, en mettant en place des dispositifs qui soient de nature à les consolider, mais aussi à renouveler régulièrement les thématiques de recherche au meilleur niveau, il convient également de conduire des réflexions plus générales visant à mieux caractériser les sites les uns par rapport aux autres et à en coordonner les progrès, et si possible en harmonisant les évolutions dans un cadre national.

(...)

Doctorants

Un autre élément fondamental des politiques de site, et de toutes les actions scientifiques, reste la formation doctorale, souvent la première étape de la fusion, de la mutualisation ou de l'organisation des sites. Les doctorants constituent clairement la priorité, et la matière commune de tous les partenaires de l'alliance, et ils sont l'avenir de la science, comme des SHS. Les SHS ont insuffisamment pris conscience, il me semble, des nouvelles exigences en matière de formation, de statut et de professionnalisation qui sont celles de nouvelles générations, souvent frottées aux systèmes académiques internationaux. Un des défis d'ATHENA dans les prochaines années, dans lequel Lise Dumasy est particulièrement impliquée, est de conduire la réflexion sur le statut des doctorants, sur la nécessité de leur financement et la responsabilité collective de leurs carrières, qu'elle soit dans la recherche, l'enseignement, l'entreprise. Sur les moyens de faire reconnaître par l'ensemble des acteurs le doctorat comme diplôme considéré à la hauteur de sa valeur reconnue dans les grandes nations de la science, sur l'internationalisation, encore une fois, de la formation.

Participation

Enfin, si le partage de la connaissance est une évidence dans les sociétés démocratiques, le partage de sa production reste à développer et à consolider et il convient que nous nous engagions plus avant dans cette voie, collectivement et en nous appuyant sur ATHENA. Les conférences citoyennes, les débats publics ont montré leurs limites : la science et la technique y apparaissent trop souvent comme monopolisées par des experts ou manipulées par des pseudo représentants de la société. Il reste encore beaucoup d'avancées à faire pour une véritable science citoyenne et aucun des partenaires d'ATHENA, y compris le CNRS ne peut porter cette exigence à lui seul. Les SHS ont là aussi un rôle crucial dans la construction et l'évaluation des procédures participatives. Il ne s'agit pas de défendre

l'idée *générale* et abstraite d'une co-production citoyenne de la connaissance, mais de cibler des opérations ou domaines particuliers où le recours au *crowdsourcing*, à des données recueillies par les citoyens, non scientifiques professionnels, est réellement fécond. Il s'agit d'enrichir la réflexion scientifique autour des questions touchant au caractère public et ouvert de la science; de présenter et discuter les compétences, protocoles et approches en sciences humaines et sociales dans le domaine de l'étude des méthodologies scientifiques et de la recherche ancrée dans les communautés et les groupes sociaux ; de tracer les contours et méthodes d'une « science participative » à partir des capacités avérées du public à organiser et réguler le recueil et le partage des données et d'information, les dispositifs collaboratifs, la prise en compte des parties prenantes dans les processus de décision... et pour évaluer ces capacités et ces dispositifs, les SHS sont évidemment en première ligne, et une alliance comme ATHENA, avec la diversité et la richesse de ses membres, est un cadre idéal pour avancer vers une élaboration des critères partagés, de protocoles pertinents, pour faire progresser conjointement la participation citoyenne et l'objectivité de la recherche.

Conclusion

Ces questions et cette pertinence propres aux SHS sont évidemment cruciales en une période où après les attentats qui ont endeuillé notre début d'année, il est clairement apparu que les SHS ont une mission et une compétence particulière. Depuis le début des années 2000, les chercheurs en SHS ont produit beaucoup de livres et articles abordant les questions qui ont été soulevées dans la période, que ce soit sur l'islam en France et le traitement des religions en général, ou sur les relations problématiques d'une partie de la jeunesse dite des « quartiers », ou sur les phénomènes de radicalisation en lien avec l'islam. Je suis en admiration devant les compétences et les travaux produits par la communauté SHS dans toutes ses composantes. Le problème fondamental à ce stade est d'établir comment ce tissu de recherches peut servir la communauté nationale. La responsabilité en incombe certainement aux politiques qui doivent soutenir la recherche sur les phénomènes de ghettoïsation et de radicalisation et apprendre à l'écouter, mais aussi à l'ensemble de la société, incluant les communautés scientifiques elles-mêmes. Les recherches SHS sont porteuses de connaissances au sens fort qui, si elles avaient été prises en compte dans l'action publique, auraient sans doute pu – et espérons-le, pourront à l'avenir – changer la donne. Le rôle des sciences humaines et sociales, depuis 2015, est profondément transformé, on s'en rendra compte dans quelques années – car la reconnaissance de cette responsabilité les place au cœur de la vie scientifique ; mais aussi, en position stratégique dans le travail de constitution dans notre pays d'une forme de vie commune.